

M. Clark (Yellowhead): Certaines d'entre elles le souhaitent; évidemment, d'autres pensent différemment.

M. Ouellet: La réponse est oui.

M. Clark (Yellowhead): Tel est le but des consultations que tient le gouvernement.

M. le Président: A l'ordre!

LA SITUATION DU SECTEUR DE L'ÉDITION

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. A l'heure actuelle, nous n'imposons aucun tarif sur les livres étrangers entrant au Canada. Ainsi, nous acceptons en franchise de douane des livres américains d'une valeur totale de 600 millions de dollars.

Si je me fie à ce que le premier ministre suppléant vient de dire, cédez-vous aux pressions qui ouvriront nos frontières...

Des voix: Règlement!

Mme Finestone: Si le secteur de l'édition de livres est capital pour notre existence en tant que nation, figurera-t-il oui ou non sur la liste des questions touchées dans le cadre des négociations sur le libre-échange?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il n'y a aucune liste du genre. La députée a signalé que les livres en provenance des États-Unis entraient au Canada en franchise. Elle n'ignore également pas qu'un certain nombre d'entreprises publiant des livres et d'autres périodiques désirent avoir accès à un marché plus vaste. Selon nous, s'il doit y avoir des négociations avec les États-Unis, et il serait tout à fait insensé de notre part de prétendre, avant même que ces négociations ne soient entamées, que nous allons empêcher les éditeurs canadiens d'avoir accès à des marchés plus importants. Nous souhaitons améliorer la situation du secteur de l'édition au Canada, et nous sommes résolus à y parvenir.

[Français]

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, ce n'est pas la question que j'ai posée au ministre, je la répéterai donc.

Ce gouvernement a établi les règles du jeu pour l'industrie canadienne de l'édition; il les a publiées dans *La Gazette du Canada* en juillet. Dois-je comprendre maintenant que le gouvernement va changer les règles du jeu et les modifier pour ces secteurs culturels névralgiques?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, c'est à la suite d'une lacune qui existait depuis longtemps dans la politique canadienne, lacune causée par le parti libéral, quand le parti libéral n'a pas agi pour défendre les intérêts culturels du Canada, que l'ancien ministre des Communications a indiqué une politique

Questions orales

sur les publications en juillet. Bien sûr, la politique énoncée par le ministre de notre gouvernement est celle de notre gouvernement, cela est clair.

[Traduction]

LA LETTRE DE L'AMBASSADEUR—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. En juillet, l'ancien ministre, le député de Frontenac, a annoncé une politique plus énergique de canadienisation de l'industrie de l'édition. Nous savons maintenant qu'en août, notre ambassadeur aux États-Unis a envoyé une lettre préconisant l'abolition de cette politique, et mettant en garde le gouvernement contre un risque de politique de la terre brûlée de la part des États-Unis si elle n'était pas abandonnée. Le 26 septembre, le jour même où le premier ministre annonçait des entretiens commerciaux avec les États-Unis, le gouvernement a aussi annoncé l'abandon de cette politique avec l'absorption de Classic Books, espérant probablement que cela passerait inaperçu dans l'actualité. J'ai une question très simple à poser au ministre. Pourquoi avez-vous laissé tomber les intérêts des Canadiens sous ces pressions américaines?

Des voix: A l'ordre!

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je pense que de la part d'un député moins familiarisé avec la Chambre des communes, deux erreurs de procédure parlementaire seraient excusables. Mais de la part de l'honorable chef du Nouveau parti démocratique, elles ne le sont pas. Tout d'abord, il sait très bien que c'est d'une fuite qu'il parle, enfin, la rumeur dit qu'il y aurait eu une fuite.

M. Turner (Vancouver Quadra): La rumeur dit qu'il y aurait eu une fuite!

M. Clark (Yellowhead): Il parle de la fuite d'un document qui a peut-être ou n'a peut-être pas été rédigé par l'ambassadeur du Canada aux États-Unis, et qui concerne la politique du gouvernement canadien annoncée par le ministre des Communications. Cette politique, lancée ou énoncée par un ministre du gouvernement, est manifestement la politique du gouvernement.

LES PRESSIONS AMÉRICAINES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, c'est précisément ce qui nous inquiète, et nous voulons que cette politique change. C'est de cela qu'il s'agit.

La fin de semaine qui a suivi la démission du ministre des Communications, l'ambassadeur américain au Canada nous invitait instamment à inclure notre industrie culturelle dans les négociations. Lundi dernier, le secrétaire d'État Shultz, à l'occasion d'une réunion avec le ministre, a précisé qu'il souhaitait que l'industrie de l'édition soit mise sur le tapis.

Encore une fois, je demande au ministre pourquoi il cède aux pressions américaines. Pourquoi ne prend-il pas la défense de l'intégrité culturelle canadienne et n'affirme-t-il pas que notre industrie de l'édition n'est pas à négocier?